

(DÉS)ESPOIRS DÉÇUS

Après le printemps, l'automne arabe ?

Trois ans après le début des révoltes arabes, la situation semble tendue un peu partout. Ces révoltes connaissent-elles un échec généralisé ou assiste-t-on à l'émergence, dans la douleur, d'un monde arabe plus démocratique ?



© Rihraphaethelen

DE LA DICTATURE À LA DÉMOCRATIE.
Pas en un claquement de doigt !

L'histoire commence le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, ville moyenne du centre de la Tunisie. Mohamed Bouazizi, petit vendeur ambulante désespéré, s'immole par le feu devant le siège du gouvernorat de sa ville. Devant nourrir sa famille avec sa maigre activité, il s'était retrouvé, une nouvelle fois, en arrêt de travail forcé après que des agents municipaux lui avaient confisqué ses outils de travail : une charrette et une balance.

TACHE D'HUILE

À ce moment, tout le monde ignore que ce geste sera à l'origine d'un gigantesque mouvement de contestation qui gagnera tout le monde arabe. La mort de ce jeune vendeur a provoqué la colère des habitants de Sidi Bouzid qui sortent alors pour manifester. La contestation gagne la capitale Tunis. Le président Ben Ali tentera de contenir l'insurrection mais celle-ci ne fai-

blira pas et conduira au départ de Ben Ali le 14 janvier 2011.

Stimulés par ce succès, d'autres peuples prennent possession de la rue pour exiger la fin de la dictature et une meilleure répartition des richesses. Dans tous ces pays, des jeunes au courage impressionnant mettent leur vie en danger pour devenir les leaders de la contestation. La rue égyptienne provoque le départ d'Hosni Moubarak tandis qu'en Libye, les

manifestations tournent en guerre civile. Tous les pays arabes sont touchés. Les succès sont différents. Parfois le départ du dictateur, parfois des réformes, parfois l'échec...

UN PREMIER BILAN... PROVISOIRE

Trois ans plus tard, que reste-t-il de ce gigantesque mouvement ? Les transitions ne sont faciles nulle part. En Tunisie, la rue a repris les contestations. Plusieurs remaniements ont eu lieu au niveau du pouvoir et la stabilité peine à s'installer. En Égypte, le pays est au bord de la guerre civile. Les frères musulmans s'opposent à l'armée et la tension est vive. En Lybie, le départ de Kadhafi a laissé place à une grande instabilité et le pouvoir ne parvient toujours pas à contrôler l'entièreté du pays. La Syrie, de son côté, sombre dans une guerre dont le bilan humain est énorme. Dans d'autres pays, les dictatures sont toujours bien en place et la contestation est muséifiée. Peut-on parler d'un échec ?

Bichara Khader est professeur à l'UCL et spécialiste du monde arabe. En 2012, il publiait *Le printemps arabe : un premier bilan*. Selon lui, la transition démocratique est un processus lent et on est actuellement « au cœur du processus ». « Il est donc difficile de faire un bilan de ces révoltes. Nous n'en sommes encore qu'au début. Mais nous pouvons déjà faire un bilan provisoire des premières étapes de ce processus. »

UN PAS VERS LA DÉMOCRATIE

Incontestablement, selon lui, un vent de liberté a soufflé sur le monde arabe et a démontré le courage inouï de certains jeunes prêts à mettre leur vie en danger. Leur contestation a permis la destruction de régimes autoritaires.

La seconde étape, en Tunisie et en Égypte, a vu l'avènement au pouvoir de partis islamistes. « Ce qui a fait dire à certains qu'il s'agissait, au final, d'une révolution conservatrice. Mais cette tendance ne doit pas occulter l'événement fondamental que constitue la tenue d'élections démocratiques dont le résultat du scrutin n'est pas connu à l'avance. C'est un succès en soi qui n'est pas négligeable. »

La troisième étape est celle de la transition politique. Celle-ci est faite d'incertitudes et d'instabilité. Cela est dû, selon le professeur, à la simultanéité des enjeux auxquels ont fait face les rebelles. « Ils devaient répondre à plusieurs questions d'un coup : Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ? Et quel moyen pour arriver à nos fins ? » Pour Khader, « les frères musulmans ont été tellement obsédés par la première ques-

tion, celle de l'identité qu'ils ont laissé de côté les urgences économique, sociale et politique comme la création d'une nouvelle constitution ». Ils se sont alors confrontés au mécontentement de la population et les manifestations anti-Morsi se sont multipliées. L'armée en a alors profité pour reprendre le pouvoir.

MAUVAISE DÉMOCRATIE ET BONNE DICTATURE ?

Ces échecs font dire à certains que ces peuples ne seraient pas prêts pour la démocratie et qu'un pouvoir fort et non démocratique est souhaitable pour tenir le pays. Bichara Khader s'oppose fermement à cette idée, la qualifiant de « raciste ». « Le printemps arabe a montré clairement au monde que les aspirations démocratiques

sont universelles et que des jeunes étaient prêts à donner leur vie pour cela. »

Il l'assure, on ne passe pas de la dictature à la démocratie en un claquement de doigt. « Cela demande du temps et c'est un apprentissage qui doit passer par les écoles. L'en-

jeu est de comprendre que la démocratie est à la fois un système consensuel et conflictuel. Consensuel dans la mise en œuvre d'une constitution commune mais conflictuel dans la mesure où elle tolère l'expression de plusieurs points de vue légitimes. » La comparaison avec le processus démocratique français est éclairante. Plusieurs décennies ont été nécessaires à la France pour instaurer durablement la démocratie après la Révolution française.

DES RÉVOLUTIONS, PLUSIEURS SCÉNARIOS

Pour Bichara Khader, plusieurs types de scénario se sont joués à l'occasion de ce printemps arabe. À côté des républiques non-pétrolières comme l'Égypte et la Tunisie, les monarchies pétrolières comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite ont mieux limité l'instabilité en achetant le silence de leur population. Il y a, dans ces pays, une certaine forme de consentement populaire. Le peuple aspire à la démocratie mais perçoit de l'argent qui atténue le besoin de révolte. D'autres monarchies beaucoup moins riches ont connu une contestation. C'est le cas de la Jordanie et du Maroc. « Dans ces pays, si le pouvoir n'a pas été renversé, il a dû néanmoins consentir à certaines réformes, timides mais réelles. »

Matthieu PELTIER

Bichara KHADER, *Le printemps arabe : un premier bilan*, Paris, Éditions Sylleps, 2012. Prix : 13 € -10 % = 11,70 €.

INDICES



EXEMPLES. Afin de lutter contre l'islamophobie, le gouvernement britannique envoie 650 soldats musulmans blessés ayant servi en Afghanistan et en Irak dans les écoles se situant dans les zones où les agressions contre les musulmans sont les plus élevées. L'idée étant qu'il est possible de suivre l'islam tout en étant un patriote britannique.

CONTRÔLES. Au Guatemala, le mouvement des jeunes de la rue MOJOCA, auquel collabore Gérard Lutte (longuement interrogé dans le numéro précédent de *L'appel*), a connu divers contrôles récents, notamment pour nuisances acoustiques. Des contrôles interpellants alors que la misère et les violences touchent spécialement les jeunes garçons et filles et que, pour cause de crise, les aides italiennes à cette initiative ne cessent de diminuer.



TRENTE MILLIONS D'EUROS. C'est la dette laissée par l'organisation des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) à Rio. Pour la compenser, le diocèse de Rio a décidé de vendre une partie de ses biens immobiliers.



OECUMÈNES. Chrétiens, musulmans et juifs, 25 jeunes du monde entier ont formé une communauté interreligieuse éphémère, du 12 au 30 août dernier, à Bossey en Suisse romande. Organisé à l'initiative de l'Institut œcuménique du Conseil œcuménique des Églises, ce rassemblement voulait promouvoir le respect et la compréhension entre les membres des trois religions du Livre.

MANIF. Près de 100 000 Philippins ont défilé fin août dans les rues de Manille pour s'opposer à la corruption de leur gouvernement. Des représentants de l'Église catholique étaient au premier rang des manifestants.

